



## Assemblée Générale ordinaire

### ADULLACT

Compte rendu de séance du 23 juin 2011  
3ème Congrès annuel de l'ADULLACT  
Montpellier

soit

**Un document de 19 pages**

incluant le compte rendu (jusqu'à la page 12)

et

ses annexes (pages 12 à 19)

#### **diffusion :**

**aux représentants des collectivités territoriales et assimilées, des administrations et établissements dépendant de l'Etat, des établissements publics de santé et assimilés des associations, des établissements d'enseignement, et des entreprises, ainsi qu'aux personnes physiques adhérentes de l'association**

## **ORDRE DU JOUR**

---

### **1. Rapport moral**

### **2. Rapport d'activité**

- 2.1. Etat des lieux des adhésions
- 2.2. Etat des lieux de la forge ADULLACT
- 2.3. Etat des lieux des groupes de travail
- 2.4. Etat des lieux des participations

### **3. Rapport financier**

### **4. Rapport d'expertise du Commissaire aux Comptes**

### **5. Approbation des comptes par l'Assemblée Générale**

### **6. Préparation de la célébration du 10ème anniversaire de l'ADULLACT**

### **7. Situation de la bureautique libre (LibreOffice / OpenOffice)**

### **8. Questions diverses**

## **ANNEXES**

---

**Annexe 1 : Liste des correspondants présents**

**Annexe 1 bis : Liste des membres représentés**

**Annexe 1 ter : Liste des correspondants invités**

**Annexe 2 : Graphique de présentation de l'évolution du nombre d'adhérents**

**Annexe 3 : Compte de résultat 2010**

**Annexe 4 : Bilan 2010**

## PREAMBULE

---

**16h58 - M. François ELIE**, Président de l'ADULLACT, prononce un mot de bienvenue à l'attention des membres présents et les remercie chaleureusement pour leur participation.

**M. Matthieu PIAUMIER**, Responsable Administratif et Financier de l'ADULLACT, procède ensuite aux décomptes des membres ayant émargé et des pouvoirs ayant été transmis préalablement à la séance. Il est constaté que **40 membres sont présents et 24 sont représentés, soit au total 64 voix : le quorum étant situé à 57 voix, soit un quart des 228 membres à jour de cotisation, les conditions sont réunies pour que l'Assemblée Générale délibère valablement.**

Il est par ailleurs précisé que six pouvoirs supplémentaires ont été établis en blanc et n'ont pas été intégrés aux décomptes précédents :

- **M. Henri ANTONA**, représentant la Ville de Coti-Chiavari
- **M. Yannick GICQUEL**, représentant le Conseil Général de la Drôme
- **M. Claude LAMBEY**, représentant la Ville de Besançon
- **M. Max LEVITA**, représentant la Ville de Montpellier
- **M. Armand LULKA**, représentant l'association NUMELINK
- **M. André WOJCIECHOWSKI**, représentant la Ville de Saint-Avoid

Pour animer cette séance, **M. François ELIE** est accompagné de **M. Pascal FEYDEL**, Délégué Général de l'ADULLACT.

**M. Matthieu PIAUMIER** est nommé secrétaire de séance.

## RAPPORT MORAL

---

**17h00 - M. François ELIE** débute son rapport moral en partageant un constat mitigé : depuis plusieurs mois, l'Etat affiche un soutien mesuré vis-à-vis du logiciel libre, toutefois l'ADULLACT bénéficie d'une bonne image auprès des pouvoirs publics.

**M. François ELIE** poursuit en indiquant que 2010 a été marqué par l'instruction et le dépôt par l'ADULLACT d'une demande de Reconnaissance d'Utilité Publique auprès du Conseil d'Etat : une réponse est ainsi attendue sous 12 mois, avec préalablement une audition visant à soutenir la demande. Il apparaît évident qu'une réponse positive apportera un retour d'image significatif à l'association et plus largement aux logiciels libres.

**M. François ELIE** conclut son rapport moral en faisant remarquer qu'après dix ans d'existence l'un des principaux chantiers à conduire par l'ADULLACT reste l'implication des agents territoriaux dans l'activité collaborative proposée par l'association : cette difficulté se rencontre fréquemment dans le monde associatif et dans la coopération autour de projets libres, toutefois l'ADULLACT semble pouvoir présenter de grandes marges de progression à condition que cet obstacle soit levé.

## RAPPORT D'ACTIVITE

---

**17h01 - M. François ELIE** donne ensuite la parole à **M. Pascal FEYDEL**, Délégué Général de l'ADULLACT, pour la présentation du rapport d'activité.

## ETAT DES ADHESIONS

**17h01 - M. Pascal FEYDEL** commente l'état des adhésions 2010 en indiquant une progression du nombre de membres « Collectivités Territoriales », principalement dans le cadre de conventions d'adhésions mutualisées permettant à une intercommunalité ou un syndicat d'adhérer en son nom et celui de ses membres.

ADHERENTS	AU 31/12/2010
Collectivités territoriales et administrations publiques	185
Associations	5
Enseignement	2
Entreprises	9
Individus	16
<b>TOTAL</b>	<b>217</b>

En 2010, l'ADULLACT a enregistré 27 nouvelles adhésions, contre 49 en 2009, selon la répartition suivante :

- 2 Conseils Régionaux
- 4 Communautés Urbaines, d'Agglomération, de Communes
- 16 Communes
- 1 Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale
- 1 Association de Collectivités
- 2 Syndicats Intercommunaux
- 1 Etablissement public

**M. Pascal FEYDEL** indique qu'il s'agit de la première année où l'association n'enregistre pas l'adhésion d'un département et précise que la baisse du nombre de nouveaux membres s'explique principalement par la difficulté rencontrée par les collectivités à capitaliser sur le long terme sur les actions conduites par l'ADULLACT.

En 2010, 8 collectivités territoriales ont résilié leur adhésion à l'ADULLACT, contre 15 en 2009 :

- Conseil Régional Rhône-Alpes
- Conseil Général du Cher
- Conseil Général des Yvelines
- Mairie de Bourges
- Mairie de Chelles
- Mairie de Rouen

- Centre de Gestion de la Haute-Savoie
- OPH de Rouen

**M. Pascal FEYDEL** fait remarquer à l'assemblée la résiliation très visible du Conseil Régional Rhône-Alpes, alors qu'il s'agissait d'un adhérent historique, tout en précisant que certains membres ayant résilié leur adhésion en 2010 ou antérieurement ont annoncé revenir en 2011, à savoir le Conseil Régional Poitou-Charentes et le Conseil Général du Cher.

Le détail des nouvelles adhésions enregistrées depuis janvier 2011 confirme la progression légèrement moins forte des nouvelles adhésions de collectivités annoncée en 2010.

- 1 Conseil Régional
- 1 Conseil Général
- 7 Communes
- 1 Centre de Gestion de la Fonction Publique
- 2 Syndicats intercommunaux

## **ETAT DES LIEUX DE LA FORGE ADULLACT**

---

**17h05 - M. François ELIE** présente l'état des lieux de la forge adullact.net en détaillant quelques chiffres :

- 504 projets hébergés
- 6 021 utilisateurs enregistrés
- 15 000 téléchargements par mois
- 838 000 téléchargements depuis son lancement

Et en provenance d'AdmiSource :

- 30 nouveaux projets hébergés
- 450 nouveaux utilisateurs enregistrés
- 85 000 téléchargements supplémentaires en un an

**M. François ELIE** précise que parmi les 500 projets hébergés par la forge ADULLACT seuls une cinquantaine sont mûrs, toutefois il a été fait le choix d'accepter les projets moins visibles.

## **ETAT DES LIEUX DES GROUPES DE TRAVAIL**

---

**17h06 - M. Pascal FEYDEL** présente l'état des lieux des groupes de travail :

**Groupes de Travail ouverts actifs :**

- Archivage Electronique
- PASTELL
- Parapheur Electronique
- Dématérialisation des Marchés Publics
- Gestion des Flux Citoyens

### Groupes de Travail ouverts non actifs :

- Maison Départementale pour les Personnes Handicapées
- Gestion des Délibérations
- Gestion du RSA
- Gestion de la Police Municipale
- Evolutions S<sup>2</sup>LOW
- Infrastructure et outils décisionnels

### Groupes de Travail à lancer :

- SOA
- Gestion des Ressources Humaines
- Système d'Information Géographique

### M. Pascal FEYDEL détaille brièvement l'état des lieux de certains de ces groupes :

- les groupes de travail les plus actifs concernent la thématique de la dématérialisation
- le groupe de travail **Maison Départementale pour les Personnes Handicapées** est malheureusement peu actif et difficile à animer car seuls deux Conseils Généraux y participent
- le groupe de travail **Gestion de la Police Municipale** a été lancé mais présente, suite à une première réunion, des problèmes de mobilisation sur ce thème et un arrêt est envisagé
- le groupe de travail **Système d'Information Géographique** devrait être lancé prochainement sur la base du projet Georchestra

## ETAT DES LIEUX DES PARTICIPATIONS 2010

---

### 17h08 - M. François ELIE présente l'état des participations en 2010 à des manifestations :

- Solution Linux 2010 (16, 17 et 18 mars 2010 - Paris)
- 7ème Journée Territoriale du Logiciel Libre (23 juin 2010 - Montpellier)
- 11èmes Rencontres Mondiales du Logiciel Libre (du 6 au 11 juillet 2010 - Bordeaux)
- RuraliTIC (30 et 31 août 2010 - Aurillac)
- Open World Forum (du 30 septembre au 1er octobre 2010 - Paris)
- Rencontres de l'administration électronique en Bretagne (10 décembre 2010 - Pacé)

M. Pascal FEYDEL complète l'état des lieux des participations extérieures en indiquant que l'ADULLACT a renouvelé en 2011 l'expérience d'un Tour de France de présentation de ses travaux, en abordant cette année le thème de la « chaîne de confiance ».

## RAPPORT FINANCIER

---

17h10 - M. François ELIE donne la parole à M. Pascal FEYDEL pour la présentation du rapport financier.

M. Pascal FEYDEL indique donc que, suite à un huitième exercice classique (12 mois), les bilans réalisés par M. Vincent LAMBERT, expert-comptable à Montpellier, affichent un résultat net comptable de 34 463,00 €. Par rapport à 2009, les produits d'exploitation de l'exercice 2010 sont sensiblement identiques, et ce malgré :

- l'absence de subvention perçue en 2010 alors que ce poste s'élevait à 40 000,00 € en 2009
- l'absence de report de subvention non utilisée sur 2008 alors que ce poste s'élevait à 10 225,00 € en 2009
- l'entrée en application au 1er janvier 2010 d'une minoration sur le montant des cotisations des premières tranches

Par rapport à 2009, les charges d'exploitation ont légèrement augmenté, et les principales variations concernent les postes suivants :

- les « locations immobilières » ont connu une variation de + 278,54 % pour s'établir à 27 607,00 €, s'expliquant par le déménagement des équipes opérationnelles des locaux de la pépinière Cap Oméga, loués à prix modéré, vers de nouveaux locaux d'une superficie 3 fois supérieure et dont la location au m<sup>2</sup> est indexée sur les prix du marché immobilier
- les « salaires et traitements » et « charges sociales » ont respectivement connu une variation de + 6,36 % et + 8,01 % pour s'établir à 253 505,00 € et 109 719,00 €, s'expliquant par l'embauche de **Mlle Audrey ROY** en qualité de comptable, le remplacement de **M. Julien CALVET** par **M. Franck MEIGNEN** en qualité de Responsable Système et pour un salaire brut supérieur, et la présence sur 8 mois (contre 4 en 2009) de **M. Florent VEYRES** en Contrat à Durée Déterminée pour la conduite du projet as@lae
- les « autres charges de personnel » ont connu une variation de - 34,27 % pour s'établir à 17 497,00 €, par la diminution de la prime d'intéressement à verser aux salariés

	2010	2009	Variation
Cotisations	605 282	562 260	+ 7,65 %
Participations congrès	20 000	17 550	+ 3,96 %
Aides et subventions	0	40 000	- 100,00 %
Report subvention non utilisée	0	10 225	- 100,00 %
Transfert de charges	753	818	- 7,94 %
Autres produits	0	308	- 100,00 %
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>626 035</b>	<b>631 161</b>	<b>- 0,80 %</b>
Produits financiers	754	383	+ 96,87 %
Produits exceptionnels	1	0	N/S
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>626 790</b>	<b>631 544</b>	<b>- 0,74 %</b>
Achats non stockés	49 681	57 232	- 13,18 %
Services extérieurs	43 466	18 985	+ 128,95 %
Autres services extérieurs	85 016	107 926	- 21,22 %
Impôts, taxes et versements assim.	21 421	19 874	+ 7,78 %
Salaires et traitements	253 505	238 348	+ 6,36 %
Charges sociales	109 719	101 578	+ 8,01 %
Autres charges de personnel	17 497	26 624	- 34,27 %
Dotations aux amortissements	11 681	10 332	+ 13,06 %
Autres charges	0	255	- 100,00 %
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>591 986</b>	<b>581 155</b>	<b>+ 1,83 %</b>
Charges financières	315	503	- 37,37 %
Charges exceptionnelles	2	0	N/S
Impôt sur les bénéfices dus	24	0	N/S
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>592 327</b>	<b>581 658</b>	<b>+ 1,83 %</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>34 463</b>	<b>49 885</b>	<b>- 30,91 %</b>

**M. Pascal FEYDEL** poursuite par la présentation du détail par poste de recettes et de dépenses :

	Prévisionnel	Réalisé	Ecart
Cotisations	597 600	605 282	7 682
Participations congrès	15 000	20 000	5 000
Aides et subventions	0	0	0
Stages	3 000	0	-3 000
Transfert de charges	0	753	753
Autres produits	0	0	0
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>615 600</b>	<b>626 035</b>	<b>10 435</b>
Achats	10 800	4 483	-6 317
Locaux	32 400	33 302	902
Poste et télécommunications	4 080	5 859	1 779
Frais de déplacement	54 000	52 702	-1 298
Frais de personnel	389 010	380 721	-8 289
Assurances	4 000	4 208	208
Impôts et taxes	19 800	21 421	1 621
Prestations / honoraires	49 700	57 112	7 412
Publicité	22 250	18 902	-3 348
Amortissement	11 600	11 681	81
Provisions	0	0	0
Autres charges	6 000	1 594	-4 406
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>603 640</b>	<b>591 985</b>	<b>-11 655</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>11 960</b>	<b>34 050</b>	<b>22 090</b>

Par rapport aux recettes prévisionnelles, les produits d'exploitation de l'exercice 2010 sont sensiblement conformes aux prévisions :

- le montant des cotisations enregistrées est légèrement dépassé, soit un écart de 7 682,00 €
- les participations financières aux frais d'organisation du 2ème congrès de l'ADULLACT ont progressé du fait de la participation plus nombreuse des entreprises, soit un écart de 5 000,00 €
- aucun stage n'a été réalisé en 2010 à l'ENACT de Montpellier, faute de participants suffisants

Par rapport aux charges prévisionnelles, les charges d'exploitation de l'exercice 2010 sont sensiblement conformes aux prévisions :

- les frais de personnels sont légèrement inférieurs du fait d'une présence moins nombreuse de stagiaires indemnisés et d'une estimation surévaluée des charges sociales, soit un écart de 8 289,00 €
- les prestations et honoraires apparaissent en dépassement du fait de la poursuite des travaux de migration de la plate-forme adullact.net vers Fusion Forge et de la mise en œuvre de la notion de contribution engagées auprès de **M. Roland MAS**, et de la commande d'audit de code de Local Trust MPE engagée auprès de la société BELINK, soit un écart de 7 412,00 €

## RAPPORT D'EXPERTISE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

---

**17h12 - M. François ELIE** donne ensuite la parole à **Mme Carla BESTIEU**<sup>1</sup>, collaboratrice de **Mme Florence GABRIEL**, Commissaire aux Comptes chez KPMG Entreprises, venue présenter les conclusions de son audit sur les comptes 2010 de l'ADULLACT effectué les 31 mars et 1er avril 2011.

Dans le cadre de sa synthèse sur les comptes 2010 de l'ADULLACT, **Mme Carla BESTIEU** rappelle à l'assemblée les missions qui sont confiées par l'ADULLACT à KPMG dans le cadre de son intervention, à savoir un contrôle de régularité et de sincérité des éléments comptables de l'association. L'examen de la conformité des fonds affectés révèle que les comptes sont en adéquation par rapport aux statuts. **Mme Carla BESTIEU** conclut donc son rapport général en « **certifiant que les comptes sont sincères et réguliers par rapport à la loi française** ».

Dans le cadre de son rapport spécial sur les conventions réglementées, **Mme Carla BESTIEU** débute en rappelant que ce rapport a pour objectif de préciser les relations conventionnées existantes entre l'association ADULLACT et ses administrateurs. A ce titre, les conventions nouvelles suivantes ont été identifiées :

- Convention de sous-location des locaux « 836 rue du Mas de Verchant – 34000 MONTPELLIER » entre ADULLACT Projet, locataire principal, et l'association ADULLACT pour une superficie de 160m<sup>2</sup>, un loyer mensuel de 2 570 €, des charges provisionnelles mensuelles de 502,32 €, soit une facturation 2010 de 33 400,75 € TTC d'ADULLACT Projet à l'association ADULLACT

## APPROBATION DES COMPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

---

**17h14 - M. François ELIE** soumet les comptes 2010 de l'ADULLACT à l'approbation de l'Assemblée Générale.

**17h14 - vote : approuvés à l'unanimité**

A l'issue du vote, **M. François ELIE** remercie l'assemblée.

**M. Louis COSTEPLANE**, Ville de Vedène, s'interroge sur la nécessité de voter également le rapport moral présenté en ouverture de l'Assemblée Générale. **M. François ELIE** indique que les rapports moraux n'ont par le passé jamais fait l'objet d'un vote d'approbation mais qu'il doit s'agir évidemment d'un oubli.

**M. François ELIE** soumet donc le rapport moral 2010 de l'ADULLACT à l'approbation de l'Assemblée Générale.

**17h14 - vote : approuvés à l'unanimité**

---

1

KPMG Entreprises - 1567 avenue Albert Einstein - CS 79516 - 34960 MONTPELLIER CEDEX 2  
[fgabriel@kpmg.fr](mailto:fgabriel@kpmg.fr) - [cbestieu@kpmg.fr](mailto:cbestieu@kpmg.fr) - Tél. 04 67 99 14 82

## PREPARATION DE LA CELEBRATION DU 10ème ANNIVERSAIRE DE L'ADULLACT

---

**17h16 - M. François ELIE** indique que l'ADULLACT a été fondée fin septembre 2002, consécutivement à la rencontre des premiers fondateurs intervenue fin août 2002 à Hourtin, et quelques jours avant la libération du CMS Lutèce de la Ville de Paris.

**M. François ELIE** propose donc deux axes de réflexion pour la célébration du 10ème anniversaire de l'ADULLACT :

- organisation d'un congrès anniversaire en juin 2012 en région parisienne
- organisation d'un événement distinct en septembre 2012

**M. François ELIE** ajoute donc qu'il pourrait être opportun d'envisager un événement commun avec la Ville de Paris qui fêtera au même moment le dixième anniversaire de Lutèce. **M. Pierre LEVY**, représentant la Ville de Paris, qui est présent, se propose d'évoquer la faisabilité avec les services concernés de la mairie.

## SITUATION DE LA BUREAUTIQUE LIBRE

---

**17h18 - M. François ELIE** ouvre les débats en résumant brièvement la situation actuelle de la bureautique libre : le rachat en septembre 2010 de Sun par Oracle a eu pour conséquence la naissance d'un fork d'OpenOffice dénommé LibreOffice, toutefois Oracle a rapidement annoncé son retrait du projet OpenOffice en confiant son devenir et en faisant don du code à la fondation Apache. Parallèlement, Google, Suse et Novell ont annoncé leur entrée dans les organes de direction du projet LibreOffice.

**M. François ELIE** poursuit en indiquant que cette situation peut s'avérer salubre avec au final l'existence de deux projets susceptibles de converger et de collaborer. Toutefois, il convient de s'interroger sur la position à adopter : soit continuer à utiliser ces outils sans accompagner l'effort, soit décider de peser dans les décisions et faire en sorte que la bureautique évolue en fonction des besoins des collectivités. Pour cette dernière proposition, l'accompagnement consisterait à réaliser un groupement destiné à financer deux développeurs à temps plein, soit 10% des ressources humaines mondiales allouées aux projets bureautiques.

**M. Sébastien SAUNIER**, représentant la Ville de Mions et l'association La Mouette, poursuit en citant l'exemple de la commune de Boirons qui a mis à disposition des agents pour contribuer au développement de la bureautique libre, et en partageant quelques remarques concernant OpenOffice :

- Oracle a licencié les anciens développeurs de SUN affectés au projet OpenOffice
- Eric BACHARD, Vice-Président de l'ADULLACT et contributeur français majeur d'OpenOffice aurait décidé d'abandonner le projet
- le projet OpenOffice ne dispose pas de feuille de retour

**M. Sébastien SAUNIER** propose donc une réflexion quant à une collaboration entre les associations ADULLACT et La Mouette.

**M. François ELIE** réagit à cette intervention en indiquant qu'il n'est pas tant question de choisir l'un ou l'autre des projets mais plus de faire le poids dans les décisions.

**M. Jean-Louis BERNARD**, Trésorier de l'ADULLACT, estime quant à lui que le sujet est capital pour les collectivités et que l'obtention de la Reconnaissance d'Utilité Publique pourrait permettre d'entrevoir

d'autres perspectives de financement : en effet, les acteurs privés auront alors la possibilité d'investir dans la bureautique via un don versé à l'ADULLACT.

**M. Louis COSTEPLANE** estime pour sa part que les collectivités vivraient très mal la disparition d'OpenOffice et que de ce fait il devrait être aisé de trouver un financement auprès des membres de l'ADULLACT.

**M. Fabien KLINGELSCHMIDT**, représentant la Communauté de Communes Lodévois Larzac, avance la possibilité de demander aux usagers membres de l'association de remonter les besoins en matière de bureautique, dans un mode opératoire à définir, et propose de lancer un appel à contribution dans ce sens au sein des adhérents.

**M. Franck OBERLECHNER**, représentant la Ville de La Chapelle-sur-Erdre, élargit le débat en s'interrogeant sur l'opportunité de mener des actions autour de la bureautique alors que l'outil ne serait en définitif plus que destiné aux particuliers : l'exploitation de tableurs au sein d'un système d'information représente une incohérence fonctionnelle. Il est rejoint sur ce point par **M. Philippe ALLART**, Vice-Président de l'ADULLACT et représentant de la Communauté Urbaine de Lille, à la nuance près que le traitement de texte reste très imbriqué dans les logiciels métiers.

**M. François ELIE** conclut le débat en indiquant que le Conseil d'Administration continuera ses travaux de réflexion sur le sujet en suivant de près l'évolution stratégique de chaque projet bureautique.

## QUESTIONS DIVERSES

---

**17h51** - En première question diverse, **M. François ELIE** annonce à l'assemblée la récente adhésion croisée avec Villes Internet, association très implantée dans les villes moyennes, avec éventuellement en perspective une réactivation d'une opération à la E-mairie consistant à proposer une solution web complète de portail.

**M. Renaud LAGRAVE**, représentant l'Agence Landaise Pour l'Informatique, juge qu'il s'agirait d'une action trop tardive puisque de nombreuses initiatives départementales existent déjà.

**Mme Claudine CHASSAGNE** fait observer pour sa part que la réforme des collectivités, avec donc la défection sur certains sujet des départements et la refonte à venir de l'intercommunalité, offre pourtant des perspectives à une telle action.

**Mme Muriel PROVOST**, représentant le Syndicat Mixte e-Mégalis Bretagne, juge que l'action n'a pas de devenir sans un accompagnement et une assistance de proximité. Elle est rejointe sur ce point par **M. Maurice DE BOSSCHER**, représentant le Centre de Gestion du Nord, qui met en perspective la question de l'entretien sur la durée des sites déployés et l'engrenage que cela implique.

**M. Renaud LAGRAVE** suggère d'axer la collaboration avec l'association Villes Internet sur la définition d'une labélisation des sites internet en offrant une visibilité à ceux développés avec des outils libres et à leur niveau d'accessibilité.

**18h02** - En seconde question diverse, **M. François ELIE** propose un rapprochement avec la Fédération Internet Nouvelle Génération (FING) pour bénéficier de ses qualités indéniables en matière de communication et offrir une meilleure visibilité aux Groupes de Travail Coopératifs.

Cette proposition est unanimement retenue par l'assemblée.

**18h09** - En troisième question diverse, **M. Bernard ARNAUDON**, représentant le SIVU des Inforoutes de l'Ardèche, souhaite obtenir un éclaircissement sur la prétendue exclusivité du Groupe Berger

Levrault sur la solution i-Parapheur. **M. Pascal FEYDEL** indique qu'il n'y a pas d'exclusivité dans le champ de l'association mais que la SCIC SA ADULLACT PROJET, coopérative filiale de l'ADULLACT, dispose d'un contrat commercial lui interdisant la distribution du mode hébergé multi-collectivités, par ailleurs financé en partie par le Groupe Berger-Levrault : il ne peut donc s'agir d'une exclusivité sur la solution i-Parapheur, 6 sociétés présentes durant le 3ème Congrès annuel de l'ADULLACT ayant d'ailleurs la capacité de fournir du service autour de la solution

**18h16** - En quatrième question diverse, **M. Jean-Pierre TROEIRA**, représentant le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, suggère une réflexion sur la question du poste de travail libre dont l'état de l'art est à ce jour insuffisant, à défaut certainement de financement. **M. François ELIE** propose l'ouverture d'un groupe de travail sur le sujet.

**18h20** - En cinquième question diverse, **Mme Claudine CHASSAGNE** s'interroge sur les actions à mettre en œuvre pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle de 2012. **M. François ELIE** rappelle qu'en 2007 un courrier avait été adressé aux douze candidats pour obtenir un positionnement sur les logiciels libres et que six réponses avaient été reçues en retour des candidats les plus importants. Il semble nécessaire de reconduire cette action en 2012 mais en la lançant beaucoup plus tôt.

**18h28** - Le président, après avoir demandé aux participants s'ils ont des questions et en les remerciant pour leur participation active, clôt l'Assemblée Générale.

**François ELIE**  
Président de l'ADULLACT

**Matthieu PIAUMIER**  
Secrétaire de séance

## ANNEXE 1 : Liste des correspondants présents

---

1	Dany LECLERC, A.D.I.C.O.
2	Renaud LAGRAVE, Agence Landaise Pour l'Informatique
3	Christel COURTY, Centre de Gestion des Ardennes
4	Maurice DE BOSSCHER, Centre de Gestion du Nord (pouvoir Marc MONTUELLE)
5	Patrice RODIER, Clermont Communauté
6	Patrick SYLVESTRE, Syndicat Mixte COGITIS
7	François ELIE, GrandAngoulême
8	Fabien KLINGELSCHMIDT, Communauté de Communes Lodévois Larzac (pouvoir José POZO)
9	Philippe ALLART, Communauté Urbaine de Lille
10	Antoine GEORGEVAIL, Conseil Général de la Gironde
11	Dominique LAGOUTTE, Conseil Général de la Côte d'Or
12	Catherine LEDUC, Conseil Général de la Seine-Maritime (pouvoir Benoît DEHAIS)
13	Jean-Paul CHIRON, Conseil Régional d'Aquitaine
14	Pierre BARRES, Conseil Général de l'Essonne (pouvoir Jean-Christophe FRACHET)
15	Jean-Pierre TROEIRA, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis
16	Jean-François MANGIN, Conseil Régional du Languedoc-Roussillon
17	Gunther BAEKELANDT, Conseil Général du Doubs
18	Jean-Paul CHIRON, Conseil Régional d'Aquitaine
19	Mylène RAMM, Somme Numérique (pouvoir Yves BRIANCON)
20	Jean-François MARTEL, Ville d'Albi
21	Franck OBERLECHNER, Ville de La Chapelle-sur-Erdre
22	Martine CHARABOUSKA, Ville de Marseille
23	Sébastien SAUNIER, Ville de Mions
24	Pierre LEVY, Ville de Paris
25	Philippe FREMONT, Ville de Pessac
26	Isabelle DIDIERDEFRESSE, Ville de Saint-Dié
27	Louis COSTEPLANE, Ville de Vedène
28	Yves RAKOTOVAHINY, Ville de Vitrolles (pouvoir Loïc GACHON)
29	Marie-Hélène PEBAYLE, SDIS de Meurthe-et-Moselle
30	François PESCE, SIVU des Inforoutes de l'Ardèche
31	SMICTOM du Carcassonnais
32	Muriel PROVOST, Syndicat Mixte Megalis Bretagne (pouvoir Céline FAIVRE)
33	Alix MASCRET, Ecole Ouverte Francophone
34	Pierre JARRET, PSIL
35	Pierre JARRET, MUTUALIBRE
36	Cyndie PETIT, BST Consultants (pouvoir Olivier FOSSE)
37	Jean-Louis BERNARD
38	Vincent CARRERA
39	Claudine CHASSAGNE
40	Jean-Christophe MONNARD

## **ANNEXE 1 bis : Liste des membres représentés**

---

- 1 Association Pôle Numérique, donne pouvoir à Philippe ALLART, Communauté Urbaine de Lille
- 2 Communauté d'Agglomération Mulhouse Sud Alsace, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 3 C.I.V.I.S., donne pouvoir à Catherine LEDUC, Conseil Général de la Seine-Maritime
- 4 Communauté Urbaine de Bordeaux, donne pouvoir à Vincent CARRERA
- 5 Conseil Général des Pyrénées-Orientales, donne pouvoir à J-F. MANGIN, Conseil Régional Languedoc-Roussillon
- 6 Centre de Gestion du Lot, donne pouvoir à Renaud LAGRAVE, ALPI
- 7 Conseil Général du Territoire de Belfort, donne pouvoir à Catherine LEDUC, Conseil Général de la Seine-Maritime
- 8 Conseil Général des Hauts-de-Seine, donne pouvoir à J-P. TROEIRA, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis
- 9 Conseil Régional de Lorraine, donne pouvoir à J-F. MANGIN, Conseil Régional Languedoc-Roussillon
- 10 Ville d'Agde, donne pouvoir à J-F. MANGIN, Conseil Régional Languedoc-Roussillon
- 11 Ville de Bailleul, donne pouvoir à Philippe ALLART, Communauté Urbaine de Lille
- 12 Ville de Longwy, donne pouvoir à Olivier DESCHAMPS, SDIS de Meurthe-et-Moselle
- 13 Ville de Rochefort, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 14 Ville de Saint-Fargeau-Ponthierry, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 15 Ville de Vienne, donne pouvoir à Sébastien SAUNIER, Ville de Mions
- 16 Ville d'Eybens, donne pouvoir à Mylène RAMM, Somme Numérique
- 17 SICIM, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 18 Syndicat Informatique de Charente-Maritime, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 19 S.I.T.P.I., donne pouvoir à Claudine CHASSAGNE
- 20 Syndicat Mixte Gironde Numérique, donne pouvoir à Antoine GEORGEVAIL, Conseil Général de Gironde
- 21 Collège Lamartine de Soissons, donne pouvoir à Pierre JARRET, MUTUALIBRE
- 22 EURYTOS, donne pouvoir à Philippe ALLART, Communauté Urbaine de Lille
- 23 Vincent KOBER, donne pouvoir à Claudine CHASSAGNE
- 24 Denis POUSSARD, donne pouvoir à Claudine CHASSAGNE

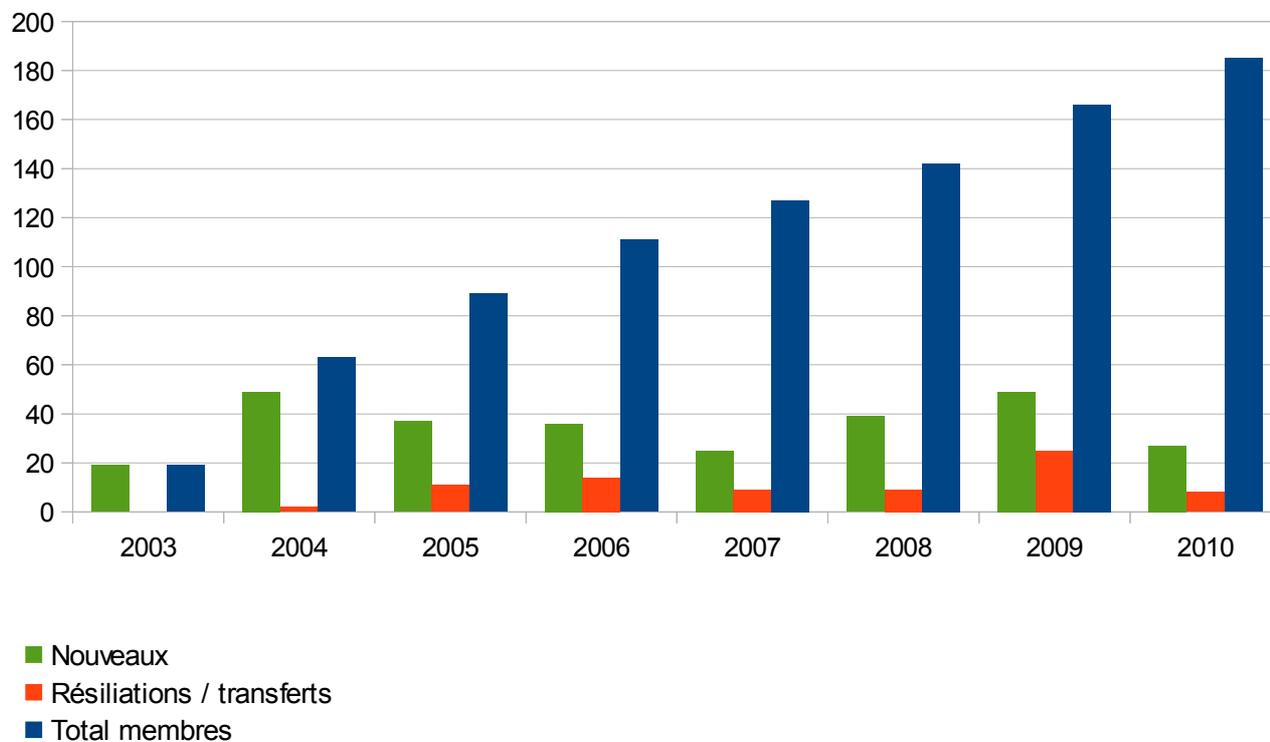
## **ANNEXE 1 ter : Liste des correspondants invités**

---

- 1 Clara BESTIEU, KPMG Entreprises
- 2 Pascal FEYDEL, ADULLACT
- 3 Pascal KUCZYNSKI, ADULLACT
- 4 Matthieu PIAUMIER, ADULLACT

**ANNEXE 2 : Graphique de présentation de l'évolution du nombre d'adhérents**

**EVOLUTION DU NOMBRE DE MEMBRES COLLECTIVITES**



## ANNEXE 3 : Compte de résultat 2010

ADULLACT	<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>	page 5
Période du 01/01/2010 au 31/12/2010	Présenté en Euros	

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2010 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2009 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b> Ventes de marchandises Production vendue de biens Prestations de services								
<b>Montants nets produits d'expl.</b>								
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:</b> Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Dons Cotisations Legs et donation Produits liés à des financements réglementaires (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs Autres produits Reprise de provisions Transfert de charges								
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>			<b>626 035</b>	100,00	<b>631 161</b>	100,00	<b>-5 126</b>	-0,80
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>626 035</b>	100,00	<b>631 161</b>	100,00	<b>-5 126</b>	-0,80
Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat								
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b> De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
<b>Total des produits financiers (III)</b>			<b>754</b>	0,12	<b>383</b>	0,06	<b>371</b>	96,87
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b> Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges								
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>			<b>1</b>	0,00			<b>1</b>	N/S
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)</b>			<b>626 790</b>	100,12	<b>631 544</b>	100,06	<b>-4 754</b>	-0,74
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>								
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>626 790</b>	100,12	<b>631 544</b>	100,06	<b>-4 754</b>	-0,74
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b> Achats de marchandises et de matières premières Variation de stock marchandises et matières premières Autres achats non stockés Services extérieurs Autres services extérieurs Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales Autres charges de personnel Subventions accordées par l'association								
			49 681	7,94	57 232	9,07	-7 551	-13,18
			43 466	6,94	18 985	3,01	24 481	128,95
			85 016	13,58	107 926	17,10	-22 910	-21,22
			21 421	3,42	19 874	3,15	1 547	7,78
			253 505	40,49	238 348	37,76	15 157	6,36
			109 719	17,53	101 578	16,09	8 141	8,01
			17 497	2,79	26 624	4,22	-9 127	-34,27

ADULLACT

**COMPTE DE RÉSULTAT**

page 6

Période du 01/01/2010 au 31/12/2010

Présenté en Euros

<b>COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )</b>	Exercice clos le 31/12/2010 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2009 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements	11 681	1,87	10 332	1,64	1 349	13,06
Dotations aux provisions						
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées			255	0,04	-255	-100,00
Autres charges						
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>591 986</b>	<b>94,56</b>	<b>581 155</b>	<b>92,08</b>	<b>10 831</b>	
Quote-part de résultat sur opérations communes (II)						
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées	315	0,05	507	0,08	-192	-37,86
Différences négatives de change			-3	0,00	3	-100,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
<b>Total des charges financières (III)</b>	<b>315</b>	<b>0,05</b>	<b>503</b>	<b>0,08</b>	<b>-188</b>	<b>-37,37</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>						
Sur opérations de gestion	2	0,00			2	N/S
Sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>	<b>2</b>	<b>0,00</b>			<b>2</b>	<b>N/S</b>
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)	24	0,00			24	N/S
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>592 327</b>	<b>94,62</b>	<b>581 658</b>	<b>92,16</b>	<b>10 669</b>	<b>1,83</b>
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>34 463</b>	<b>5,50</b>	<b>49 885</b>	<b>7,90</b>	<b>-15 422</b>	<b>-30,91</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>626 790</b>	<b>100,12</b>	<b>631 544</b>	<b>100,06</b>	<b>-4 754</b>	<b>-0,74</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
<b>PRODUITS :</b>						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
<b>TOTAL</b>						
<b>CHARGES :</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>						

## ANNEXE 4 : Bilan 2010

ADULLACT		BILAN ACTIF				page 2	
Période du 01/01/2010 au 31/12/2010		Présenté en Euros					
ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent		
	31/12/2010				31/12/2009		
	(12 mois)				(12 mois)		
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:</b>							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et développement							
Concessions, brevets, droits similaires							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles							
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES:</b>							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, matériel & outillage industriels							
Autres immobilisations corporelles	66 679	47 046	19 633	5,64	25 926	7,66	
Immobilisations grevées de droit							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles							
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES:</b>							
Participations	50 029		50 029	14,37	50 029	15,16	
Créances rattachées à des participations							
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
<b>TOTAL (I)</b>	<b>116 708</b>	<b>47 046</b>	<b>69 662</b>	<b>20,01</b>	<b>75 955</b>	<b>23,02</b>	
<b>STOCKS ET EN COURS:</b>							
Matières premières, approvisionnements							
En cours de production de biens et services							
Produits intermédiaires et finis							
Marchandises							
Avances & acomptes versés sur commandes							
Créances usagers et comptes rattachés	134 090		134 090	38,51	97 765	29,63	
<b>Autres créances</b>							
. Fournisseurs débiteurs							
. Personnel							
. Organismes sociaux					428	0,13	
. Etat, impôts sur les bénéfices							
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires							
. Autres	600		600	0,17	300	0,09	
Valeurs mobilières de placement	555		555	0,16	25 455	7,72	
Disponibilités	141 585		141 585	40,67	130 027	39,41	
Charges constatées d'avance	1 674		1 674	0,48			
<b>TOTAL (II)</b>	<b>278 504</b>		<b>278 504</b>	<b>79,99</b>	<b>253 975</b>	<b>76,98</b>	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)							
Primes de remboursement des emprunts (IV)							
Ecarts de conversion actif (V)							
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>395 212</b>	<b>47 046</b>	<b>348 166</b>	<b>100,00</b>	<b>329 930</b>	<b>100,00</b>	

ADULLACT

**BILAN PASSIF**

page 3

Période du 01/01/2010 au 31/12/2010

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2010 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2009 (12 mois)	
<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:</b>				
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	205 943	59,15	156 058	47,30
Résultat de l'exercice	34 463	9,90	49 885	15,12
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecarts de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>240 406</b>	69,05	<b>205 943</b>	62,42
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>FONDS DEDIÉS</b>				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
<b>TOTAL (III)</b>				
<b>DETTES</b>				
Emprunts et dettes assimilées	3 917	1,13	7 633	2,31
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 151	3,49	22 873	6,93
Autres	91 692	26,34	93 481	28,33
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>107 760</b>	30,95	<b>123 987</b>	37,58
Ecarts de conversion passif (V)				
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>348 166</b>	100,00	<b>329 930</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>				